

Décembre 2022

Pour soutenir la publication savante en français au Canada

**Mémoire soumis par l'Acfas
au Comité permanent
de la science et de la recherche
Chambre des communes du Canada**



Faire avancer
les savoirs

1. Présentation de l'Acfas

Depuis 100 ans, l'Acfas est un acteur incontournable de la grande aventure scientifique francophone au Québec et Canada. Nous sommes une association qui rassemble, fédère et soutient les chercheur-se-s d'expression française au Canada afin qu'ils et elles puissent participer à part entière à la vie scientifique du pays, dans des conditions égales à celles de leurs collègues anglophones. De nature intersectorielle, l'Acfas tisse des liens solides et porteurs entre les organisations de la recherche, de l'innovation et du partage des connaissances. Nous favorisons les maillages au sein d'un vaste réseau de partenaires à l'échelle du Québec, de la francophonie canadienne et internationale. Notre présence canadienne est forte de nos six antennes régionales, en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, à Sudbury, à Toronto et en Acadie, qui toutes contribuent à la vitalité de la recherche en français et à sa démocratisation dans leur province ou leur région.

2. Introduction

L'Acfas remercie le comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes du Canada d'avoir fait porter ses travaux de l'automne 2022 sur les publications savantes en français. Comme l'ont attesté les personnes et organisations qui ont été invitées à aller témoigner devant les membres du comité, le sujet retenu est primordial car la recherche en français se porte bien mal dans notre pays.

En juin 2021, l'Acfas publiait un important rapport intitulé *Portraits et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada*, issu d'une recherche menée sur deux années par les chercheurs Éric Forgues, directeur général de l'ICRML, et Vincent Larivière, professeur à l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les transformations de la communication savante. Cette recherche a été rendue possible grâce à l'aide financière de Patrimoine Canadien.

- On peut lire la **version sommaire** du rapport à cette adresse :
https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/rapport_francophonie_sommaire_final_1.pdf
- Et la **version complète** à celle-ci :
https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/rapport_francophonie_final_1.pdf

Plus récemment, en juillet 2022, l'Acfas publiait un mémoire dans le cadre des consultations pancanadiennes sur le prochain Plan d'action sur les langues officielles du Canada, mémoire intitulé *Soutenir la production et la diffusion des savoirs en français partout au pays*.

- On peut lire le mémoire à cette adresse :
https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/MemoireAcfasConsultationsPancanadiennes2022Final.pdf

Par le présent mémoire, l'Acfas souhaite partager auprès des membres du comité permanent des extraits tirés de ces deux documents, espérant qu'ils les éclairent sur l'état critique de la recherche en français au Canada et sur les actions à mettre en place pour freiner le déclin observé.

3. Des constants inquiétants

Voici quelques éléments clés portant sur l'état de la publication savante en français, tirés de notre rapport ***Portraits et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada*** :

- L'analyse des données du répertoire des périodiques Ulrich témoigne du pouvoir d'attraction de l'anglais dans la diffusion de la recherche, et ce, partout dans le monde. Depuis les années 1960, la majorité des nouvelles revues créées, globalement, sont en anglais. Très peu sont en français, une proportion qui est à la baisse, contrairement à l'anglais qui continue sa progression. Au Canada, la situation est similaire : les revues en anglais constituent la très forte majorité (au-delà de 90 % depuis 2005) de l'ensemble des revues créées au pays, ce qui laisse très peu de place à de nouvelles revues bilingues et encore moins en français. En fait, les revues en français ne représentent qu'environ 10 % des revues créées depuis les années 1960 au Canada. (page 15)
- L'analyse des bases de données Dimensions.ai et Web of Science montre que le pourcentage d'articles en anglais croît depuis les années 1950. Les proportions se situent au-delà de 90 % d'articles en anglais, et ce, dans tous les domaines. D'ailleurs, on remarque un déclin des articles en français autant dans les universités francophones en contexte minoritaire que dans celles du Québec. Depuis 2010, la proportion d'articles publiés en français dans les universités bilingues en contexte minoritaire, comme l'Université d'Ottawa (moins de 10 %) et l'Université Laurentienne (5 %), se compare à celle d'établissements anglophones, telles l'Université McGill (2 %) et l'Université de Toronto (environ 1 %). (page 16)

Et quelques extraits tirés du mémoire ***Soutenir la production et la diffusion des savoirs en français partout au pays*** :

- En fait, la recherche en français et celle portant sur les communautés francophones a été délaissée en 2012 par le gouvernement fédéral. Auparavant, ce dernier organisait des symposiums sur la recherche portant sur les langues officielles et avait soutenu la création de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Il est dommageable que ce soutien soit désormais beaucoup plus difficile à obtenir. (page 4)
- La Loi sur les langues officielles et le prochain Plan d'action sur les langues officielles ont le pouvoir de changer cet état des lieux, et d'enfin apporter un soutien adéquat afin d'assurer la pérennité et la vitalité de la recherche en français au Canada. (page 4)

4. Des recommandations porteuses

Avant de présenter nos recommandations, il nous importe d'apporter une précision : loin de se poser en confrontation avec l'écosystème¹ de la recherche en anglais ou en toute autre langue, l'écosystème de la recherche en français se veut ouvert et inclusif. Il accueille des gens de toutes origines, de tous âges et de toutes provenances et il est animé par la volonté de réunir des personnes qui choisissent d'étudier et de travailler en français.

Les recommandations que nous souhaitons porter à votre attention visent l'atteinte de l'égalité réelle entre les chercheur-se-s francophones et anglophones du Canada, pays officiellement bilingue. À l'heure actuelle, l'exercice de la recherche en français, son financement, sa diffusion et son rayonnement ne permettent pas aux chercheur-se-s francophones de travailler dans des conditions égales à celles de leurs homologues anglophones.

Les recommandations que nous reprenons ici traitent l'enjeu de la publication savante en français. On trouvera dans le rapport et le mémoire précités des recommandations complémentaires sur d'autres aspects du déclin de la recherche en français.

Voici **trois recommandations** tirées de notre rapport *Portraits et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada* :

- que les agences subventionnaires fédérales prévoient des fonds et des programmes pour appuyer les petites universités ainsi que les campus et bureaux universitaires francophones afin de les aider à développer leurs activités de recherche; (page 23)
- que Patrimoine canadien et les gouvernements provinciaux mettent sur pied un fonds en soutien aux presses universitaires et aux autres activités de diffusion des savoirs en français, telles que les revues scientifiques, les revues et les médias de vulgarisation scientifique; (page 24)

¹ Par écosystème, nous entendons notamment les individus, les établissements d'enseignement, les groupes et centres de recherche, les revues savantes et les rassemblements comme le congrès annuel de l'Acfas.

- que toutes les agences subventionnaires fédérales s’assurent que leurs programmes sont équitables, en consacrant des fonds suffisants aux revues francophones en contexte minoritaire afin de garantir leur pérennité. (page 24)

Et une **quatrième recommandation**, tirée de notre mémoire *Soutenir la production et la diffusion des savoirs en français partout au pays* :

- Les conseils subventionnaires fédéraux ont un grand rôle à jouer pour améliorer le soutien offert à l’espace de la recherche en français au Canada, et ainsi favoriser son épanouissement. Pour atteindre ces objectifs et aller dans le sens de ceux du projet de Loi sur les langues officielles, nous présentons les propositions administratives suivantes, qui pourraient s’accompagner de nouveaux investissements d’au moins 6 M \$ par année (page 11, *nous soulignons l’action qui touche les publications savantes*) :
 - Prévoir des fonds et des programmes pour appuyer les universités de petite taille ainsi que les campus et bureaux universitaires francophones afin de les aider à développer leurs activités de recherche;
 - Créer et maintenir à long terme des programmes de financement qui ciblent les communautés francophones en situation minoritaire comme objet d’étude;
 - Créer et maintenir à long terme des programmes qui permettent aux organismes des communautés minoritaires de mener des études en collaboration avec des chercheur-se-s;
 - S’assurer que tous les conseils subventionnaires ont des fonds qui soutiennent les initiatives de vulgarisation scientifique (partage des connaissances) en français;
 - Mettre en place ou maintenir (selon le conseil) des mesures visant à rééquilibrer les taux de succès des demandes soumises en français afin de s’assurer que ces taux sont au moins proportionnels ou équivalents à ceux des demandes soumises en anglais. Par ailleurs, nous recommandons que les conseils subventionnaires exercent une veille continue afin de garantir que la proportion des demandes soumises en français tend à refléter la proportion de francophones au pays;
 - *S’assurer que les programmes dédiés à l’édition savante sont équitables, en consacrant des fonds suffisants aux revues francophones en contexte minoritaire afin de garantir leur pérennité;*
 - Mieux évaluer le niveau de bilinguisme des évaluateur-trice-s afin de s’assurer que ces personnes comprennent bien les demandes rédigées en français.

Sachant la nécessité d’agir rapidement et de façon durable pour cesser le déclin de la recherche en français au Canada, déclin qui s’observe depuis plusieurs décennies;

Sachant complexes les changements requis pour entamer un mouvement vers l’essor de la recherche en français;

Sachant que les parlementaires canadiens ont un rôle important à jouer dans ce changement de paradigme;

Sachant que, en mai 2021, lors de la 2^e session de la 43^e législature, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité une motion demandant que la Chambre « (i) reconnaisse que la science et la recherche revêtent une importance cruciale pour tous les Canadiens, car elles permettent, sans s'y limiter, d'améliorer la santé des Canadiens et l'environnement, de favoriser l'innovation et la croissance économique et d'améliorer la qualité de vie des Canadiens, (ii) reconnaisse que la science et la recherche sont plus importantes que jamais, étant donné que nous devons relever des défis encore plus grands sur les plans économique, environnemental et social, (iii) affirme son engagement envers la science, la recherche et la prise de décisions fondées sur des données probantes », et que le Règlement soit modifié au début de la 44^e législature pour ajouter le Comité permanent de la science et de la recherche à la liste des comités permanents de la Chambre des communes;

Sachant que les membres du Comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes du Canada ont la possibilité de produire un rapport pouvant constater le déclin de la recherche en français et proposer des actions aptes à freiner ce déclin;

L'Acfas ajoute ces quatre recommandations aux quatre précédentes :

- Que les parlementaires membres du Comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes du Canada portent haut et fort, auprès du gouvernement fédéral et de ses instances, les constats et les enjeux inhérents au déclin de la recherche en français au Canada;
- Que les parlementaires membres du Comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes du Canada recensent les recommandations les plus aptes à freiner le déclin;
- Qu'ils appuient ces recommandations par des scénarios de mise en œuvre concrète;
- Qu'ils créent, pour appuyer la mise en œuvre des recommandations, un groupe de travail responsable d'identifier les actions à entreprendre, les instances concernées, les livrables, les échéanciers, etc.

L'Acfas remercie les membres du Comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes du Canada de l'attention qu'ils porteront à ce mémoire.

